

L'opposition hongroise défie Orban dans la rue

Une réforme controversée du droit du travail a provoqué une fronde de toutes les formations politiques

VIENNE - correspondant régional

D'abord quelques milliers, à Budapest, puis dans les autres villes de Hongrie. Une contestation importante est observée dans ce pays d'Europe centrale, membre de l'Union européenne (UE) depuis 2004 et qui compte 9,8 millions d'habitants.

Provoquée par le vote, mercredi 12 décembre, de deux lois controversées, elle est en train de muter en un mouvement protéiforme d'opposition radicale au pouvoir du souverainiste Viktor Orban, premier ministre depuis 2010 et réélu en avril. Le 17 décembre, une manifestation nocturne avait encore lieu dans la capitale. Et des députés occupaient toujours une loge, au siège de la télévision publique.

Tout a commencé au cœur même du Parlement. En l'absence de toute politique d'immigration, dans un contexte économique florissant de plein-emploi, les députés du parti Fidesz, majoritaires à la Chambre, ont procédé à une modification de la législation sur le temps de travail, afin de pallier une grave pénurie de main-d'œuvre. Désormais, tout employeur pourra exiger d'un salarié jusqu'à 400 heures supplémentaires par an, dont il aura le loisir d'étaler le paiement sur trente-six mois. Alors que ce changement suscitait l'indignation des syndicats et des élus du camp adverse, leurs arguments comme

leurs amendements ont été balayés. « *Le Fidesz ne prend même plus la peine d'écouter les points de vue différents du sien, commente le journaliste Ernst Gelegs, employé par la radiotélévision publique autrichienne ORF, en poste en Hongrie. Les gens commencent à réaliser qu'ils ne participent plus du tout à la prise de décision. Seul ce que pense le parti dominant compte.* » Cette frustration s'est traduite par une fronde sans précédent de toutes les formations siégeant en dehors des

rangs de l'exécutif.

Munies de sifflets, elles ont pris la décision de hurler dans l'Hémicycle, dénonçant une « *parodie de démocratie* », d'autant plus criante que le même jour, le Parlement hongrois approuvait le renforcement des prérogatives du ministre de la justice, qui pourra nommer les juges d'une future Cour supérieure administrative, amenée à traiter des dossiers sensibles, comme certains appels d'offres publics, tandis que la corruption est endémique en Europe centrale et orientale. Les images de députés écologistes, d'extrême droite ou sociaux-démocrates à bout de nerfs, ne voulant plus faire semblant d'être un contre-pouvoir et interpellant directement Viktor Orban, ont ensuite immédiatement enflammé les réseaux sociaux.

Le président du Parlement, Laszlo Kover, a eu beau déplorer une « *tentative d'obstruction* », inédite depuis la fin du communisme, il y a presque trente ans, des groupes informels se sont organisés, après avoir vu cette scène alarmante. Ils ont lancé plusieurs actions, tentant d'envahir le siège du parti Fidesz, occupant le Pont des Chaines, l'un des emblèmes touristiques du pays, bloquant certains carrefours. Une marche improvisée a rassemblé environ 1500 personnes.

Le lendemain soir, elles étaient 2 000, puis 3 000, certaines d'entre elles défiant parfois les forces de l'ordre, jusqu'à ce que des figures de proue, venues de tous les bords politiques, reprennent la

Les députés réclament des tribunaux et des médias publics indépendants

main, en appelant à une marche collective, dimanche 17 décembre.

Entre 10 000 et 15 000 Hongrois ont alors, pour la première fois depuis huit ans, assisté aux discours de députés qui, jusqu'à présent, s'évitaient et qui reconnaissent maintenant d'une même voix, face à M. Orban, l'étendue de leur impuissance. En plus du retrait de la loi, ils ont réclamé des tribunaux indépendants, la participation de leur pays au projet de parquet européen, ainsi que des médias publics indépendants.

Un système devenu autiste

Selon Daniel Döbreny, de l'ONG Hungarian Civil Liberties Union, ces protestations expriment « *une colère* » et un « *ras-le-bol* », face à un système devenu autiste. « *C'est certes la dernière loi en date qui a été le déclencheur du soulèvement, mais la rage observée concerne toute l'activité de Viktor Orban depuis 2010. La preuve en est que l'opposition a guidé la foule vers la télévision publique, la MTVA, en fin de soirée : cette dernière est devenue le symbole de l'absence de débat public en Hongrie.* » Qualifiée de « *véritable organe de propagande à la solde d'Orban* » par le

journaliste Ernst Gelegs, la MTVA « *énerverait particulièrement* » des franges importantes de la population en Hongrie, parce qu'elle ferme systématiquement les portes de ses plateaux aux détracteurs de la majorité.

Plutôt que d'évoquer les agitations, le service public audiovisuel s'évertuerait à parler du pacte mondial sur les réfugiés, adopté par les Nations unies (ONU) le 17 décembre, sans les États-Unis de Donald Trump et sans la Hongrie. Certains parlementaires ont en conséquence passé la nuit dans l'un de ses studios de maquillage, réclamant en vain la diffusion d'un message de revendication.

Du côté des proches de Viktor Orban, on relativise la gravité des événements. Les contestataires sont en effet bien moins nombreux qu'en avril 2017. Quarante mille Hongrois s'étaient à l'époque réunis pour défendre l'Université d'Europe centrale, un éta-

blissement libéral fondé par le milliardaire américain George Soros, ayant, depuis, déménagé à Vienne, en Autriche, en fustigeant un harcèlement législatif à son encontre. Pour Balazs Hidveghy, le directeur de la communication du parti Fidesz, c'est d'ailleurs actuellement « *le réseau Soros qui organise la provocation, de manière préméditée et violente* ». Il s'agirait d'un petit groupe de « *radicaux* » qui a « *perdu les élections* » et veut s'emparer des ministères par la force.

Des assertions balayées par un porte-parole d'Open Society Foundations, l'ONG fondée par l'homme d'affaires, devenu la bête noire des dirigeants autoritaires : « *Prétendre que les manifestants seraient manipulés plutôt que de reconnaître leur droit à la liberté d'expression est une insulte envers tous les Hongrois.* » Quant aux intéressés, ils rejettent l'accusation, devenue une antienne en Hongrie. Dans les jours qui viennent, comme un espoir d'alternance, ils souhaitent continuer à faire entendre leur petit refrain lancinant. C'est le bruit de la rue. ■

BLAISE GAUQUELIN

LE CONTEXTE

ÉTAT DE DROIT

Né en 1963, Viktor Orban a exercé la fonction de premier ministre en Hongrie de 1998 à 2002, puis de nouveau à partir de 2010. Le nationaliste a été conforté par une victoire en 2014 et reconduit le 8 avril 2018 à la tête du pays, avec 48,5 % des voix, grâce à un discours centré sur le rejet de toutes les formes de migration, la peur de l'islam et la dénonciation d'une faillite morale des élites libérales, au pouvoir dans les grandes démocraties européennes ainsi qu'à Bruxelles. Mi-septembre, le Parlement européen a dénoncé les « violations de l'État de droit » en Hongrie.

Varsovie contraint de suspendre sa réforme de la Cour suprême

La Cour de justice de l'Union européenne (UE) a confirmé, lundi 17 décembre, que « *la Pologne [devait] suspendre immédiatement l'application des dispositions nationales relatives à l'abaissement de l'âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême* ». Saisie en référé par la Commission européenne, la Cour de Luxembourg avait statué « *provisoirement* » dans le même sens en octobre. Le président polonais a promulgué, lundi, la nouvelle version de la loi, qui tient compte de la décision de Luxembourg.